

Manifestations massives contre l'interception de la flottille pour Gaza

Des milliers de manifestants se sont rassemblés partout en France lundi soir pour protester contre l'arrestation par Israël des militants à bord du bateau humanitaire « Madleen ». Des ONG et la gauche dénoncent cette action menée dans les eaux internationales. Le gouvernement a réagi timidement.

[Cécile Hautefeuille](#)

9 juin 2025 à 18h44

Des milliers de personnes se sont rassemblées dans toutes les grandes villes de France, lundi 9 juin à partir de 18 heures, pour protester contre [la prise de contrôle](#) par l'armée israélienne du bateau humanitaire *Madleen* qui faisait route vers Gaza. La réaction du gouvernement français est jugée beaucoup trop timide, voire « *complice* ».

Escorté par deux navires de la marine israélienne, le bateau abritant douze militant·es, dont six Français·es, est entré dans le port d'Ashdod lundi à la nuit tombée, vers 20 h 45, heure locale (19 h 45 à Paris). « À leur arrivée, des dispositions seront prises pour leur retour dans leurs pays d'origine respectifs », [avait indiqué](#) en milieu d'après-midi le ministère israélien des affaires étrangères, qualifiant ce navire de la Flottille de la liberté de « *yacht selfie transportant Greta Thunberg et les autres soi-disant célébrités* ».

De nationalité française, allemande, brésilienne, turque, suédoise, espagnole et néerlandaise, les douze militant·es [avaient embarqué](#) à bord du *Madleen* le 1^{er} juin en Italie pour « *briser le blocus israélien* » à Gaza. L'activiste suédoise Greta Thunberg, l'eurodéputée La France insoumise (LFI) Rima Hassan ou encore le journaliste français de Blast Yanis Mhamdi se trouvaient à bord du navire battant pavillon britannique.

Israël affirme avoir « *dérouté* » le bateau au milieu de la nuit de dimanche à lundi. L'organisation Freedom Flotilla Coalition (Coalition de la Flottille de la liberté) parle d'un équipage « *kidnappé* » par une armée qui a « *arraisonné* » le navire.



La manifestation parisienne suite à l'arrestation du bateau humanitaire « Madleen », en soutien à Gaza, place de la République, le 9 juin 2025. © Photo Augustin Pasquini / Hans Lucas via AFP

À Paris, Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux ou Nice, de gros rassemblements ont eu lieu lundi soir à l'appel de la gauche, pour protester contre l'interception du bateau et dire leur inquiétude pour ses occupant·es.

Présent place de la République à Paris dans une foule dépassant sans doute les 10 000 personnes, aux côtés d'autres représentants des partis de gauche, le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a assuré « *craindre le pire* » pour les militant·es à bord. La dirigeante des Écologistes Marine Tondelier avait auparavant appelé à « *une mobilisation populaire internationale* » pour « *amener les États à s'engager pour leur protection et leur libération* ».

© Off Investigation

À la mi-journée, l'Élysée avait simplement fait savoir qu'Emmanuel Macron avait « *demandé de permettre, dans les plus brefs délais, le retour en France* » des Français·es. Le ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot a souhaité que la France puisse exercer une « *protection consulaire à leur égard* » et leur rendre visite « *en vue de s'assurer de leur situation* » à leur arrivée sur le territoire israélien .

Sur le [réseau social X](#), Jean-Luc Mélenchon avait dénoncé une « *arrestation illégale* » et demandé à l'ensemble de la communauté internationale de la condamner. Il s'est adressé en particulier à l'exécutif : « *Rima Hassan, députée française, va être détenue en prison après l'acte de piraterie de ses agresseurs cette nuit. Le gouvernement et le président ne prennent pas la mesure du danger. Ont-ils peur de Nétanyahou ? C'est insupportable* », a-t-il posté.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a déclaré, lui aussi [sur X](#) : « *L'équipage a atteint son but. Il doit maintenant faire l'objet d'un soutien des États européens. Le silence des gouvernements serait une faute.* »

Nombre de voix, dont celles de la Ligue des droits de l'homme et d'Amnesty International, ont également dénoncé ce lundi une violation du droit international, et l'absence d'autorité légale d'Israël à agir de la sorte. Interrogé [par BFMTV](#), Benjamin Fiorini, secrétaire général de l'Association des juristes pour le respect du droit international, était formel : « *Cette arrestation ne peut pas être légale* », car « *Israël n'a aucune souveraineté* » dans les eaux où le navire a été intercepté.

Chaque port de la Méditerranée devrait envoyer des bateaux chargés d'aide, de solidarité et d'humanité à Gaza. Et ils devraient naviguer ensemble.

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les Territoires palestiniens

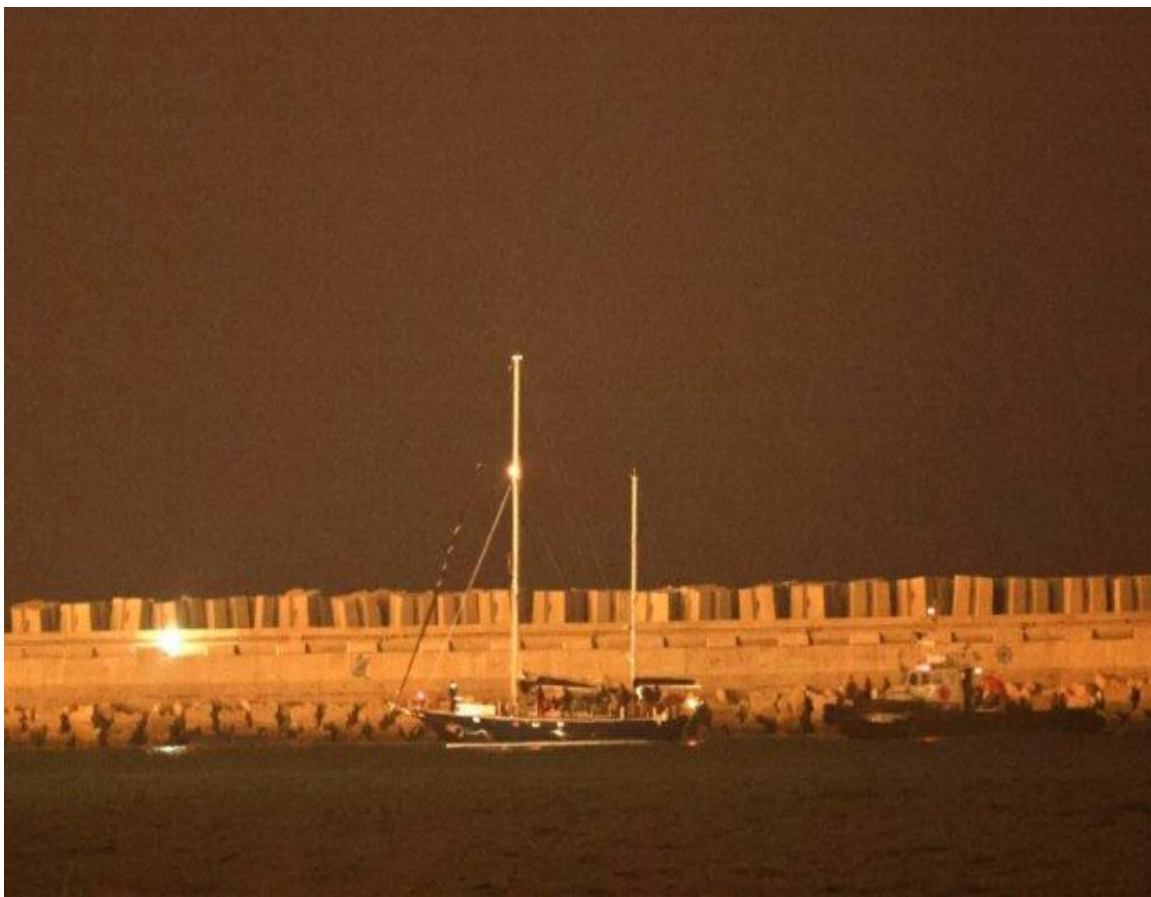
Le gouvernement israélien manie de son côté l'ironie, considérant que « *le spectacle est terminé* », ainsi que l'a posté sur [le réseau social X](#) le ministère des affaires étrangères au milieu de la nuit. Une vidéo montrant que nourriture et eau avaient été distribuées aux militantes et militants a été publiée, avec une photo de Greta Thunberg, ainsi légendée : « *Greta Thunberg est actuellement en route pour Israël, saine et sauve et de bonne humeur.* »

Au même moment, le ministre israélien de la défense a exigé de l'armée israélienne qu'elle montre aux passagères et passagers du *Madleen* la vidéo des atrocités commises le 7 octobre 2023 par le Hamas. « *Il est juste que Greta l'antisémite et ses amis partisans du Hamas voient précisément quelle est l'organisation terroriste qu'ils sont venus soutenir, pour laquelle ils agissent, et quels crimes atroces elle a commis contre des femmes, des personnes âgées et des enfants – et contre qui Israël se bat pour sa défense* », a-t-il posté sur X. 1 200 personnes, dont 815 civils, ont été assassinées lors de cette attaque organisée par le Hamas sur le sol israélien.

Plus de 54 772 Palestinien·nes, majoritairement des civils, ont été tué·es dans la guerre menée par Israël et à Gaza, « 100 % de la population » est « menacée de famine », avertit de son côté l'ONU. Dans un communiqué publié samedi 7 juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alerte également sur « l'effondrement du système de santé », car « il n'y a déjà plus aucun hôpital en service dans le nord » du territoire.

Un nouveau convoi en route

Depuis l'arrestation des militantes et militants du *Madleen*, de nouveaux appels à venir en aide aux Gazaoui·es sont lancés. « *Chaque port de la Méditerranée devrait envoyer des bateaux chargés d'aide, de solidarité et d'humanité à Gaza. Et ils devraient naviguer ensemble – unis, ils seraient inarrêtables* », exhorte [sur X](#) Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les Territoires palestiniens. Selon elle, « *briser le siège est un devoir légal pour les États et un impératif moral pour nous toutes et tous* ».



Le « Madleen » est arrivé au port d'Ashdod, en Israël, le 9 juin au soir après avoir été intercepté sur sa route pour Gaza. © Photo Jack Guez / AFP

Et c'est justement pour « *briser le blocus* » qu'un convoi de plusieurs centaines de personnes a quitté la Tunisie lundi 9 juin dans des autocars, avec l'intention de rejoindre la bande de Gaza, en passant par la Libye et l'Égypte. Selon le porte-parole de ce convoi, cité par le quotidien [Le Monde](#), il ne s'agit pas d'apporter de l'aide humanitaire dans « *l'endroit le plus affamé au monde* » mais de poser « *un acte symbolique* ».

Dès l'aube, le compte « Freedom Flotilla Coalition » a publié sur les réseaux X et Bluesky des vidéos, en anglais, des militantes et militants présent-es à bord du *Madleen* appelant, chacune et chacun, leur gouvernement à réagir. « *Si vous voyez cette vidéo, c'est que nous avons été interceptés par les forces israéliennes [...] et que nous sommes peut-être dans une situation très difficile, alors je demande à nos soutiens, à nos familles [...] de faire pression sur le gouvernement français pour que nous soyons libérés et, bien sûr, que ce génocide cesse.* »

Parmi les réactions internationales, la Turquie a dénoncé une « *attaque odieuse* » de la part du gouvernement du premier ministre israélien, jugeant qu'« *une fois de plus qu'Israël agit comme un État terroriste* ». L'Iran condamne de son côté un « *acte de piraterie* ».

[Cécile Hautefeuille](#)